

# DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT...

Georges Marchais vient officiellement de répudier la «dictature du prolétariat».

Comme il se doit, les mass-média et les hommes de la bourgeoisie commentent, à leur manière (c'est-à-dire en fonction des intérêts dont ils ont la charge) le «nouveau » tournant du P.C.F.

MM. Jean-Pierre Chevènement et Gaston Defferre sont satisfaits: *«L'évolution du Parti Communiste Français est prometteuse pour le développement de l'Union de la gauche dans notre pays»* affirment ces éminentes personnalités! *La Croix* déclare froidement: *«Le P.C.F. semble avoir compris que s'il veut rendre crédible sa proposition d'un socialisme aux couleurs de la France, il lui faut rompre avec ses anciennes habitudes»...* et *«qu'en dépit de leur déclaration commune, signée à Rome par MM. Marchais et Berlinguer, les partis communistes, français et italien ont adopté deux stratégies différentes. Les Italiens ont choisi le compromis historique avec la droite et les Français ont opté pour l'union de la gauche».*

Ainsi, *La Croix* donne à entendre qu'il existerait une divergence entre le P.C.I. et le P.C.F. comme si le «compromis historique» avec la démocratie chrétienne en Italie était d'une nature différente de «l'Union de la Gauche» réalisée en France avec MM. Mitterrand, Jacques Delors, Eugène Descamps, Gilbert Dedercq, tous militants connus «d'action catholique» devenus, par la grâce de Dieu, valeureux dirigeants du nouveau Parti Socialiste.

En réalité, depuis plus d'un demi-siècle, qu'il s'agisse de l'Eglise Catholique ou du stalinisme international, leur politique n'a pas changé, l'un et l'autre travaillent inlassablement au maintien de l'ordre bourgeois. L'abandon, par Marchais, de la référence à la «dictature du prolétariat» est dans le droit fil de la main fraternellement tendue par Maurice Thorez aux catholiques et ...aux Croix de feu!

Il faut être aussi naïf qu'un social démocrate ou aussi retors qu'un jésuite pour confondre ou feindre de confondre un parti stalinien et un parti révolutionnaire.

La bureaucratie stalinienne qui, Staline vivant ou mort, opprime avec des méthodes quasi moyennageuses, le prolétariat des pays dans lesquels elle occupe le pouvoir sait parfaitement, qu'en dépit de ses efforts, le processus de la lutte des classes ne s'arrête pas aux limites des frontières nationales. On l'a bien vu, notamment en 1953 et en 1968, l'internationalisme prolétarien demeure une réalité vivante et c'est pourquoi bourgeoisie et bureaucratie stalinienne ont nécessairement partie liée.

Mais, pour assurer leur survie, la Société capitaliste et l'Etat qui en est le garant sont confrontés à de bien cruelles nécessités.

La démocratie bourgeoise et les libertés démocratiques qu'elle suppose risquent de devenir un obstacle au maintien du régime de la propriété privée des moyens de production.

Dans l'état de décomposition avancée de la société capitaliste, la politique dite de «coexistence pacifique» peut conduire les partis staliniens à prendre en charge les aspects les plus réactionnaires de la politique de la bourgeoisie. En Italie, le compromis historique «avec la droite» comme l'écrit *La Croix* n'a pas d'autre signification. Mais en France, le ralliement du P.C.F., par le truchement de l'Union de la Gauche et du programme commun, aux thèses néocorporatistes de «l'auto-gestion» et de la «planification démocratique», autrement dit, à un prétendu «socialisme auto-gestionnaire aux couleurs de la France» a exactement la même signification.

Mais revenons à la dictature du prolétariat. Les anarchistes et notamment les anarcho-syndicalistes n'ont jamais apprécié la formule. On connaît la phrase célèbre de Fernand Pelloutier: *« ...Non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas: des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu,*

*sans maître, et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même».* Il faut dire que l'hostilité ou la méfiance des anarchistes n'ont fait que croître au fur et à mesure que le stalinisme au nom de la dictature DU prolétariat instaurait sa dictature SUR le prolétariat !

Mais Georges Marchais, quant à lui, n'est pas anarchiste. Il est un pur produit du stalinisme qui se prétend marxiste voire même «marxiste léniniste». C'est donc à la conception marxiste de l'Etat et de la dictature du prolétariat qu'il convient de se référer pour mesurer la portée réelle de sa répudiation officielle de la «dictature du prolétariat».

*«L'Etat est le produit de la Société parvenue à un degré de développement déterminé... Il est en principe l'Etat de la classe la plus puissante, de la classe économiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens d'opprimer et d'exploiter la classe dominée...»* (l'origine de la famille)... *«défenseur des intérêts de toute la classe jusques et y compris contre les intérêts privés de tel ou tel capitaliste individuel»*, (l'anti Duhring), *«une machine pour l'oppression d'une classe par l'autre»* et *«l'Etat représentatif moderne»*, *«l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital»* (Préface de la *Guerre civile en France*).

Comme on le voit, pour Marx et Engels, comme pour les anarchistes, l'Etat n'est pas le «garant de l'intérêt général», il n'est pas «au-dessus des classes» mais bel et bien *«une machine pour l'oppression d'une classe par une autre»*.

Marx en conclut logiquement qu'il ne s'agit pas: *«non plus de faire passer la machine bureaucratique militaire en d'autres mains comme ce fut le cas jusqu'ici, mais de la détruire, c'est la condition première de toute révolution véritablement populaire»* (K. Marx. *Lettre à Kugelmann*).

Comme on le voit on est loin de la politique de *«l'Union populaire»* qui se propose de faire passer *«la machine bureaucratique»* des mains jugées débiles de Giscard en la poigne prétendument plus musclée de Mitterrand Marchais!

Mais bien entendu, il ne suffit pas de vouloir la destruction de la vieille machine bureaucratique mais encore faut-il s'en donner les moyens. Dans *«l'Etat et la Révolution»*, Lénine écrit: *«En France, après chaque révolution, remarque Engels, les ouvriers étaient armés; pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir. Aussi, après chaque révolution, acquise au prix du sang des ouvriers, éclate une nouvelle lutte, qui se termine par la défaite de ceux-ci »...*

Et quelques pages plus loin, Lénine cite *«la critique du programme de Gotha»*: *«...Entre la Société capitaliste et la Société communiste - poursuit Marx - se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat »...*

Autrement dit, sans la destruction de l'Etat bourgeois, il est non seulement vain de prétendre vouloir abolir le régime de la propriété privée des moyens de production mais on expose délibérément la classe ouvrière aux coups de la contre révolution.

L'issue tragique de la politique du *Front Populaire* en Espagne ou de celle de l'*Union populaire* au Chili en sont les plus éclatantes (mais pas les seules!) démonstrations.

On ne peut nier que la destruction de l'Etat bourgeois, ne peut s'envisager sans prévoir le recours à la violence, c'est-à-dire à la *«dictature révolutionnaire du prolétariat»*.

Cela étant admis, la nécessité pour la classe ouvrière de reprendre à son compte la formule de Saint-Just (dangereuse mais semble-t-il inévitable en période révolutionnaire) *«pas de liberté pour les ennemis de la liberté»*, doit nous conduire à exiger avec encore plus de rigueur et de fermeté le respect rigoureux des règles de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même, le droit IMPRESCRIPTIBLE aux fractions, tendances ou courants sans lequel les nécessités de la lutte révolutionnaire conduiraient inmanquablement, à partir d'une formule déjà discutable et dangereuse que les marxistes appellent *«dictature du prolétariat»* à la solution bureaucratique odieuse et inacceptable de la dictature SUR LE PROLETARIAT.

**Alexandre HEBERT.**